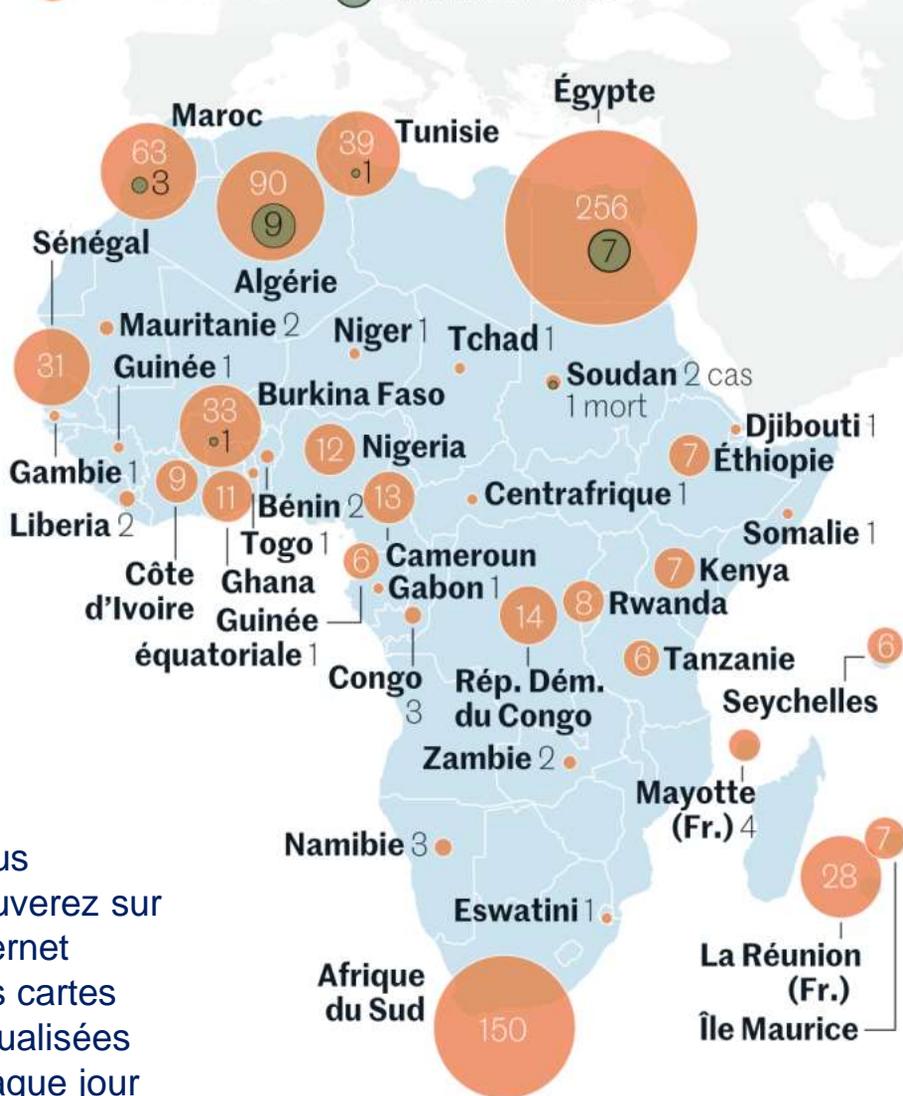


Dossier du mois : le corona tue en Afrique aussi

Nombre de cas et de morts de Covid-19 déclarés, par pays, le 20 mars 2020 à 10 h

7 Nombre de cas 7 Nombre de morts



Vous trouverez sur internet des cartes actualisées chaque jour de la situation en Afrique

Source : CSSE, Johns Hopkins University
Infographie Le Monde

“Pochvid-20” pourrait tuer plus vite que le Covid-19

“Pochvid - 20”

Surnommée “Pochvid-20” dans les rues du Burkina Faso, la pauvreté due aux mesures de confinement guette une large partie de la population des pays pauvres. En Afrique, elle pourrait tuer plus de gens encore que le Covid-19

prévient un éditorialiste burkinabé du site d'information *Wakat Séra*

Le “Pochvid” – comprenez “poches vides” – a atteint une grande partie de la population. *“Il a jeté le long des rues les femmes dont les marchandages font fi de la distanciation sociale d’au moins un mètre préconisée, le boucher, assailli par ses clients, qui découpe la viande et encaisse son argent avec la même main ensanglantée qui va de la carcasse de bœuf à la poche et au visage pour essuyer cette sueur bien agaçante. Des fonctionnaires surpris par les mesures d’interdiction de circuler des véhicules de transport et qui voudraient rejoindre leur ville d’origine pour y toucher leurs salaires. Des chauffeurs de taxi n’en pouvant plus, qui ont décidé de sortir pour travailler, même s’ils doivent mourir du Covid-19.”*

En effet, alors que le virus continue de s’étendre avec 261 cas confirmés au 1^{er} avril, les autorités ont pris des mesures strictes. Mise en quarantaine des villes touchées, dont la capitale, Ouagadougou, fermeture des grands marchés, interdiction des rassemblements, fermeture des bars et restaurants... Si le but est d’endiguer la pandémie, les conséquences économiques se font déjà durement sentir, alors que la majorité de la population n’a aucune économie ou épargne. Environ 40 % des habitants du pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté, selon les dernières données de la Banque mondiale.

Pas de sécurité sociale, pas d’indemnités chômage, pas d’aides... la population est “sans filet”, et *Wakat Séra* estime que les mesures appliquées en Europe ne peuvent l’être dans un pays où les gens vivent au jour le jour. Tandis que *“Covid-19 et Pochvid-20 se tiennent pour l’instant par la main, dans une solidarité inquiétante”*, il y a urgence car le Pochvid-20 *“risque de tuer plus vite que le Covid-19”*, estime l’éditorialiste.

Le chapelet des victimes du «Pochvid-20» est bien fastidieux à égrener, mais montre combien les mesures prises par ceux qui nous gouvernent doivent être repenser pour la plupart. Le «copier-coller» semble ne pas faire recette ici, chaque pays et chaque continent ayant ses spécificités culturelles et économiques. Il urge donc de trouver la bonne mesure pour ne pas créer une crise dans la crise. **Covid-19 et «Pochvid-20» se tiennent pour l’instant par la main, dans une solidarité inquiétante.**

“Nous, les Ougandais, nous sommes terrifiés”



Si même les détracteurs les plus acharnés du président Yoweri Museveni, qui est au pouvoir depuis 34 ans, conviennent que ces restrictions sont nécessaires, ils craignent que le gouvernement ne profite de l'épidémie pour réduire à néant les libertés une bonne fois pour toutes.

Plus de 21 % des Ougandais vivent sous le seuil de pauvreté et 60 % de la population risquent d'y basculer à cause de la pandémie.

“Personne ne pense à ce qui arrivera à la femme qui ne peut plus vendre ses bonbons dans la rue ou à celle qui ne pourra plus aller coiffer les gens chez eux. Qui pense à la femme séropositive qui ne peut plus aller chercher ses médicaments ?”, déplore Primah Kwagala, de la Women's Probono Initiative. *Comment pratiquer la distanciation sociale quand on dort à dix dans la même case ?* demande-t-elle. Comment gérer la présence permanente d'un compagnon violent ? Comment les réfugiés, qui vivent très près les uns des autres, et les bergers, qui vont de lieu en lieu avec leur troupeau, s'en sortiront-ils ? Le jour où le gouvernement a annoncé la fermeture des écoles et la mise en place de la distanciation sociale, Betty Lukriyana, qui habite dans une propriété fermée où vivent 34 familles à Karamoja, l'une des régions les plus pauvres du pays, n'avait encore jamais entendu parler du Covid-19.

Comment faire quand on dort à dix dans une chambre ?

Le Président Museveni est coupé des réalités des Ougandais ordinaires, demande à des parents qui peuvent à peine acheter de quoi nourrir leurs enfants le soir même de stocker des conserves, arrête les transports publics et les commerces sans solution de remplacement ou insiste sur la distanciation sociale dans des logements surpeuplés.

Sa famille et son gouvernement se font soigner régulièrement à l'étranger et ne sont pas confrontés à un système de santé incompetent. L'Ouganda consacre plus de 60 millions de livres [68 millions d'euros] à leurs soins médicaux mais ne compte que 55 lits de soins intensifs pour une population de 42 millions de personnes.

Si les pays africains, l'Ouganda inclus, assurent que les épidémies comme Ebola et le choléra les ont préparés à gérer le Covid-19, on voit déjà apparaître des failles. Les personnes qui ont des relations haut placées se font dispenser de quarantaine en échange de pots-de-vin. Les numéros d'urgence ne sont pas joignables. Des enfants se retrouvent isolés sans nourriture, eau ou médicaments.

L'Afrique n'a pas les moyens du confinement



Rares sont les pays africains à avoir fait le choix du confinement pour tenter d'endiguer la pandémie de Covid-19. Colère, pillages, flambée des prix... la mesure semble être une gageure pour des populations qui vivent au jour le jour

“Le Congo est original. Ici, le virus sera pris au dépourvu! À Kinshasa, le confinement durera trois ou quatre jours, puis une journée de transmission du virus aura lieu, avant que le confinement reprenne à nouveau. Si vous n’avez rien compris, nous non plus!” s'exclame un des chroniqueurs de Politico. S'il y a bien une chose qu'il est impossible d'enlever aux éditorialistes congolais, c'est leur humour mordant, même dans la tragédie. **Plus de 90 % des Kinois vivent au jour le jour. Leur demander de rester chez eux quatre jours durant, c'est les précipiter à la mort avant même le coronavirus.**”

.Au Niger, dès les premières mesures interdisant l'interdiction des regroupements, même religieux, la colère a éclaté dans certaines villes, comme à Mirriah, dans l'est du pays. **“Des jeunes sont sortis dans les rues de la commune pour fustiger certaines mesures préventives prises contre la pandémie de Covid-19. Armés des gourdins et de pierres, ils ont barricadé les principales artères de la commune. Dans leur furie les manifestants ont brûlé des pneus et bloqué les passages dans le centre-ville”** Niger Focus. Tout comme de nombreux pays africains, le Niger a préféré couper la capitale du reste du pays plutôt que décréter un confinement. Ce qui n'a d'ailleurs pas évité les craintes. Juste avant l'entrée en vigueur de la mesure, les transports pour gagner l'intérieur du pays ont ainsi été pris d'assaut à Abidjan, en Côte d'Ivoire, qui cite un quadragénaire accompagné d'un garçon d'une dizaine d'années : **“Abidjan sera en manque de denrées alimentaires. Pour éviter que mes enfants aient faim, je préfère qu'ils rentrent à Agbaou. Là-bas, ils ne mourront jamais de faim.”**

Contrairement à l'Europe où le confinement a été décrété dans de nombreux pays, dont la France, les présidents africains rechignent à prendre de telles mesures. Rwanda Afrique du Sud, Congo-Brazzaville, Zimbabwe..., ils ne sont qu'une poignée à avoir ordonné à leurs habitants de rester chez eux. Patrice Talon, Président du Bénin, explique que *“les pays riches débloquent des sommes faramineuses”* pour faire face, ce que le continent ne peut se permettre. Rares sont en effet les aides aux populations envisagées, d'autant qu'une large partie des économies africaines restent informelles. Un contexte économique qui, ajouté au peu d'infrastructures fait craindre que le Covid-19 ne fasse de terribles dégâts en Afrique.

Le Covid-19, une maladie de Blancs ?



Relativement épargnés jusqu'alors, plusieurs pays africains ont enregistré leurs premiers cas de malades infectés par le coronavirus. Alors que les malades venaient d'Europe, l'épidémie propage des fake news et entretient le sentiment antifrçais dans certains endroits.

Le 11 mars, la Côte d'Ivoire annonce qu'"un sujet présentant fièvre, toux et rhume" était bien atteint du nouveau coronavirus. La veille, la République démocratique du Congo et le Burkina Faso avaient confirmé la présence sur leur sol de personnes infectées. Chaque fois, des cas "importés" par des personnes qui arrivaient d'Europe. "Si une dizaine de pays du continent noir ont confirmé par-ci par-là des cas, il reste que les cas révélés sont, pour la plupart, ceux de voyageurs européens en migration sur le continent africain", constate le quotidien burkinabé Le Pays.

"La France coronise le Sénégal ?"

Il n'en fallait pas plus pour qu'on s'alarme d'une "maladie de Blancs". Qu'importe que le patient de Kinshasa soit un Congolais venant d'Italie ou que ceux testés positifs au Burkina Faso soient un couple de Burkinabés rentrés de France. Au Sénégal, L'Essentiel s'interrogeait : "Deux cas de coronavirus, tous des étrangers. La France « coronise le Sénégal ? »" avec en sous-titre : **Traite négrière, colonisation économique, colonisation épidémiologique.**"

Déjà, en 2014, alors qu'Ebola sévissait en Afrique de l'Ouest faisant plus de 10 000 morts, les "Blancs" étaient accusés d'avoir importé le virus en Afrique. Et depuis, le sentiment antifrçais s'est renforcé dans la région. Dénonciation de la présence militaire français au Sahel ou du monopole des entreprises : l'appel à un "réel" départ de l'ancienne puissance colonisatrice est de plus en plus fort.

"Le Noir plus résistant au coronavirus" c'est faux

De nombreux journaux mettent en garde contre les fake news. *On dit que les Noirs seraient immunisés contre cette maladie. De là à penser que le Noir est plus résistant au coronavirus, il y a un pas que certains Africains ont vite fait de franchir, convaincus de surcroît que le virus ne résisterait pas à la chaleur, encore moins à la poussière du continent*, déclare Le Pays. *C'est dangereux et c'est faux.* Le journal s'interroge : "La question est de savoir si l'Afrique est suffisamment armée pour faire face à la maladie et de quels moyens elle dispose pour contrer le fléau qui est en train de désorganiser même les plus grandes puissances." »

« L'effet pangolin : la tempête en Afrique? »



Le Quai d'Orsay redoute la crise «de trop» pour l'Afrique. Dans une note interne, le centre d'analyse du ministère français des Affaires étrangères s'interroge sur la capacité des pays africains à résister à la pandémie. Les effets du Covid-19 risquent de balayer des régimes politiques affaiblis et de saper des économies déjà fragiles.

Politiquement, la crise du Covid-19 risque de balayer des « régimes fragiles » au Sahel et « en bout de course » en Afrique centrale, met en garde le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay dans cette note adressée, notamment, aux conseillers diplomatiques du président Emmanuel Macron en date du 24 mars. « L'onde de choc à venir [...] pourrait être le coup de trop porté aux appareils d'Etat », qui vont faire « massivement la preuve de (leur) incapacité à protéger les populations ». Les analystes ébauchent différents scénarios déclencheurs d'une possible révolte : un nombre « trop élevé » de décès, des comparaisons « défavorables » à certains Etats fragiles - au Sahel et en Afrique centrale - par rapport à d'autres plus solides comme le Rwanda et le Sénégal - ou encore la mort de personnalités qui « cristalliserait la contestation ».

« Le risque d'infection d'un dirigeant âgé et souffrant d'autres pathologies pourrait avoir de lourdes conséquences et obligerait à se positionner clairement et rapidement sur la fin d'un système et sur une transition », souligne également la note, sans citer de noms. Plusieurs chefs d'Etat de la région détiennent une longévité record au pouvoir, de Paul Biya, au Cameroun, âgé de 87 ans, à Denis Sassou Nguesso, 77 ans, au Congo-Brazzaville.

La note balaye également les risques économiques que ferait peser la crise sanitaire sur le continent. En Afrique de l'Ouest, les mesures de confinement pourraient saper des « économies de survie », essentielles à l'équilibre social. En Afrique centrale, « le choc pourrait précipiter la crise finale de la rente pétrolière au Cameroun, au Gabon et au Congo-Brazzaville, là aussi au cœur des équilibres sociaux », poursuit-elle. Dans ce contexte, la note identifie quatre types d'acteurs qui doivent « d'ores et déjà constituer des interlocuteurs » afin d'anticiper les crises éventuelles : les autorités religieuses, les diasporas, les artistes populaires et les entrepreneurs et businessmen « néolibéraux ».

NB Ces notes «ne visent qu'à alimenter, de façon libre, la réflexion interne» et « ne représentent en aucune façon la position du Quai ».

L'Afrique subsaharienne se rue sur la chloroquine



Loin des polémiques et controverses qui peuvent agiter la France, une partie de l'Afrique, du nord au sud, fonde ses espoirs sur la vieille molécule de la chloroquine, une routine antipaludique qu'elle connaît bien, pour espérer sauver ses malades du Covid-19.

Si certains pays et médecins restent encore prudents, ces molécules antipaludiques, bon marché, dérivées de la nivaquine, qui ont été utilisées pendant des décennies dans ces contrées ravagées par la malaria, l'une des principales causes de mortalité notamment en Afrique subsaharienne, avant d'être mises de côté au profit d'antipaludéens plus efficaces, ne provoquent pas de controverses houleuses. L'urgence sur le continent le plus pauvre de la planète – qui subit déjà tant de virus, de maux – est de tout tenter pour sauver les victimes du coronavirus à l'heure où est mise en lumière la fragilité des systèmes de santé quand ce n'est pas leur dénuement le plus total comme au Mali, en Libye, ou au Congo. On a d'ailleurs assisté dans plusieurs pays d'Afrique, partout où la chloroquine est en vente libre, à une ruée sur les pharmacies, véritablement dévalisées.

Le Sénégal, l'un des pays subsahariens les plus touchés par l'épidémie, où l'état d'urgence et un couvre-feu ont été décrétés, n'a pas perdu de temps. Tandis que son institut Pasteur de Dakar s'est lancé pour défi de produire d'ici à quelques mois quatre millions de tests pour en inonder le continent, le professeur Moussa Seydi, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital universitaire de la capitale (Fann), généralise l'hydroxychloroquine en traitement du Covid-19.

«Ne perdons pas de temps à polémiquer. S'il faut choisir entre laisser mourir un patient et lui administrer un traitement dont on n'a pas encore toutes les garanties d'efficacité mais dont on a vérifié l'innocuité depuis longtemps, eh bien, je dirais qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre», s'emporte dans *Le Monde* le prix Nobel 2018 de la paix, le gynécologue congolais Denis Mukwege «L'homme qui répare les femmes» appelle à «*sérieusement s'interroger*» sur l'usage de cette molécule aux propriétés antivirales reconnues «*pour sauver des vies*» et «*éviter l'hécatombe*».

Au Burkina Faso, autre pays subsaharien parmi les plus touchés jusqu'au sommet de l'État et plus d'une dizaine de morts, la chloroquine est aussi en train de s'imposer en traitement. *Idem* au Bénin voisin, où l'usage de la chloroquine à des fins thérapeutiques a été validé par les autorités

L'Océanie française ne comptait que sur elle-même



Qui se souvient que la Polynésie française est un archipel de 118 îles réparties sur une superficie vaste comme l'Europe ? Illes isolées, bout du monde, rusticité insulaire ,

casse-tête sanitaire improbable et insoluble pour les autorités locales et françaises des deux collectivités autonomes d'Océanie



À Papeete comme à Nouméa, les autorités ne pouvaient contrôler la pandémie qu' en se « coupant du monde ». Face à des populations très vulnérables, l'isolement rendait cette stratégie incontournable.

« **Grande fragilité sanitaire** » : ces mots recouvrent pudiquement une situation explosive. À en croire les statistiques du pays – la santé est une compétence gérée par le gouvernement local –, 70 % de la population adulte de Polynésie française est en surpoids. Parmi ces personnes, 40 % sont obèses. Le taux de prévalence du diabète, 18 % de la population adulte, est quatre fois et demie supérieur à celui de la France. Comme partout dans l'Outre-mer, les dialyses, les traitements pour insuffisance rénale ou cardiaque sont légion.

Les touristes rentrés chez eux, l'aéroport fermé – le coronavirus «a pris l'avion». La chaîne de transmission sur place est réelle mais limitée à la zone urbaine autour de Papeete. Aussi précoces – au vu du faible nombre de cas enregistrés – que les mesures d'autarcie, les mesures de confinement sont strictes en Océanie. Couvre-feu, interdiction de vente d'alcool et fermeture de tous les commerces non essentiels sont la règle aussi bien en Nouvelle-Calédonie qu'en Polynésie française.

Surtout, la nouvelle tant redoutée est tombée : un test positif sur l'atoll de Rangiroa, dans les Tuamotu. « *La situation est très grave! Nous devons être unis et accepter les consignes de confinement afin de mettre cette crise derrière nous en deux mois ! Il sera impossible de tenir plus longtemps* ».

Avec 280 000 habitants dans chaque archipel, le demi-million de Français de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française attend chaque jour avec angoisse les décomptes de cas et de nouvelles contaminations. La fin des liaisons régulières entre ces territoires et l'Europe a également signifié la fin des évacuations sanitaires, pourtant vitales. Opérations cardiaques ne pouvant être réalisées en Océanie, greffes complexes, chimiothérapies de précision : les Océaniens laissés-pour-compte n'entreront dans aucune statistique mais seront à coup sûr des victimes du nouveau coronavirus.

En Algérie, le "Hirak" forcé de muter face au coronavirus



Le nouveau coronavirus a réussi, du moins momentanément, là où le régime algérien avait échoué: mettre fin aux marches du "Hirak", le mouvement populaire inédit qui ébranle le pouvoir depuis plus d'un an. Mais ce soulèvement pacifique

va survivre sous une forme différente et rebondir à la fin de la pandémie.

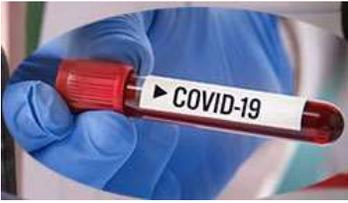
Pour la première fois depuis le début de la contestation le 22 février 2019, les rues d'Alger étaient vides vendredi, pour la 57ème marche hebdomadaire, alors qu'ils étaient encore des milliers dans les rues la semaine précédente malgré les avertissements des autorités sanitaires. **"Demander la suspension du +Hirak+, ce n'est pas le trahir.** C'est reconnaître que dans la vie, il y a des priorités, la première étant la (bonne) santé des gens", écrit le journaliste Akram Belkaïd, francophone indépendant. "Le régime, lui, se frotte les mains à la manière d'un croque-mort qui sent venir de bonnes affaires. Pour lui, seul compte la fin du +Hirak+. Ce qu'il ne sait pas, c'est que la colère reviendra et elle sera bien plus forte».

Le fait est que trois mois après une présidentielle massivement boycottée et l'élection d'Abdelmadjid Tebboune, le pouvoir n'est toujours pas parvenu à venir à bout de ce mouvement de contestation non violent, pluriel et sans leadership. Et tout indique que le "Hirak" va s'adapter au nouveau contexte épidémique. Comme le souligne Louisa Dris-Aït Hamadouche, politologue à l'Université d'Alger, **«Cela révèle une maturité et une conscience politique qui permet de classer les priorités. Cette auto-responsabilisation est révélatrice du fait que le +Hirak+ est un mouvement citoyen inscrit dans un processus de construction d'un ordre nouveau et pas seulement de contestation de l'ordre ancien».**

Selon la sociologue Yamina Rahou, le mouvement "sera appelé à se réinventer. Les +hirakistes+ ne manquent ni d'ingéniosité ni d'intelligence. Ils vont s'exprimer sous d'autres formes et par d'autres actions". En passant par exemple du mot d'ordre pour un mouvement "pacifique" ("silmiya") à une mobilisation "sanitaire" ("sihya"), grâce à des opérations de sensibilisation et de solidarité prophylactiques. C'est ce que des jeunes ont déjà commencé à faire dans le quartier populaire algérois de Bal El Oued. Au nom de la "mobilisation sanitaire", ils ont désinfecté les halls d'immeubles et les rideaux des magasins fermés et nettoyé les rues. Pour le politologue Mohamed Hennad, "il est indispensable que la flamme du Hirak soit préservée. Beaucoup de propositions circulent: +Villes mortes+ les vendredis, concert de casseroles, intensification des échanges sur les réseaux sociaux, etc."

"Mais tout en gardant l'espoir de reprendre les marches le plus tôt possible."

Le Covid-19 va redessiner la carte du monde



La fin de la pandémie va redessiner la carte du monde et chaque nation sera interpellée par rapport à son appareil de production et sa connexion à l'étranger, a estimé l'économiste et écrivain sénégalais, Mamadou Ndione.

« C'est un nouveau monde qui va naître avec de nouvelles exigences, avec de nouveaux comportements, mais également avec un challenge beaucoup plus prononcé vers la solidarité'. Après le Covid19, le monde sera solidaire ou ne le sera plus. Et la priorité pour l'Afrique, c'est de tout faire pour que le Covid19 ne fasse pas des ravages. Il va falloir se battre très fort pour pouvoir contenir cette maladie. Tous les Etats sont "condamnés à travailler ensemble pour pouvoir demain endiguer d'autres attaques de cette nature. Avant le covid 19, beaucoup de pays érigeaient des barrières physiques ou virtuelles. Une chose est sûre, quand, on voit le programme +ligueyal euleuk+ (travailler pour le futur) du président Macky Sall, on peut avancer que c'était une anticipation sur les menaces qui pouvaient survenir dans nos pays Africains", a-t-il dit.

Mamadou Ndione est le directeur-général du Conseil sénégalais des chargeurs (COSEC), établissement public à caractère professionnel dont la mission essentielle est d'accompagner les importateurs et exportateurs du Sénégal le plus possible dans le plan de formation, la formalisation et sur le plan logistique.

« Après le Covid19, le monde sera solidaire ou ne le sera plus. Et, la priorité pour l'Afrique, c'est de tout faire pour que le Covid19 ne fasse pas des ravages. Il va falloir se battre très fort pour pouvoir contenir cette maladie”.

''Dès les premières heures de l'entrée au Sénégal de la maladie déjà, nous avons eu à prendre les mesures. Le COSEC a même envoyé 650 kg de matériel de protection aux agents de nos bureaux en Chine,. Le 3 mars, nous avons pris les dispositions au niveau du COSEC (sensibilisation, distribution au personnel de gel et installation de termofash à l'entrée). Nous avons contribué le 20 mars à hauteur de 30 millions de francs CFA. Le COSEC est aussi intervenu au niveau du marché central au poisson de Pikine pour accompagner les acteurs ».

Mamadou Ndione a qualifié ''d'excellente initiative'' la décision du président de la République d'échanger avec la classe politique, les présidents d'Institutions, les anciens Premiers ministres, des acteurs de la société civile, des leaders d'opinion, etc, dans le cadre de la riposte contre la propagation du coronavirus.

Une chance pour les économies africaines ?

L'historien burkinabè Joseph Ki-Zerbo ne cessait de dire : « Il ne faut pas dormir sur la natte des autres, car c'est comme dormir par terre ». Aujourd'hui, l'Afrique est à terre et attend une énième fois un secours en provenance du reste du monde. Gageons qu'elle saura se relever par elle-même et qu'elle comprendra enfin qu'elle ne pourra pas sous-traiter à l'infini tous les attributs de sa souveraineté économique.



Kako Nubukpo Économiste, ancien ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques du Togo et ancien directeur de la Francophonie économique et numérique au sein de l'OIF. « Les dirigeants africains doivent comprendre que le discours de leurs collègues occidentaux a toujours été à géométrie variable. Espérons que cette crise rappelle à l'Afrique que sous-traiter à d'autres les attributs de sa souveraineté économique est une erreur.

« *Le temps du monde fini commence.* » Cette pensée du poète français Paul Valéry traduit bien l'atmosphère de fin d'époque qui englobe la planète. L'Afrique n'échappe pas à la panique, même si ce sentiment est plus observé parmi ses élites urbaines qu'au sein des populations rurales. Ces dernières, traditionnellement laissées en marge de « l'émergence », savent bien que le coronavirus ne causera pas autant de décès que le fléau du paludisme. Et pourtant, le paludisme n'a jamais fait l'objet de mesures d'état d'urgence ou de « riposte coordonnée » chez nombre de dirigeants africains, plus prompts à imiter la sémantique guerrière de leurs congénères occidentaux, dans un mimétisme qui confine souvent au ridicule, qu'à être attentifs aux besoins vitaux de leurs populations.

Il n'empêche, cette pandémie du coronavirus a le potentiel, si l'on tire les leçons de son impact, encore mal évalué, d'engendrer un changement de vision sur la marche économique à adopter en Afrique, à court terme et à moyen terme.

À court terme, les annonces de mobilisation de ressources donnent le tournis : 3 000 milliards de dollars aux États-Unis, 2 500 milliards d'euros en Europe et environ 700 millions d'euros en provenance de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, une véritable prouesse de la part d'un régulateur financier peu habitué à autant de prodigalité en matière de création monétaire.

➔ [page suivante](#)

Une chance pour les économies africaines ? *suite*



L'Afrique, déjà exposée au risque de surendettement, subit de plein fouet ce choc sur la demande mondiale. Trois de ses six premières économies (Nigeria, Afrique du Sud, Égypte, Algérie, Angola et Maroc, soit 65 % du PIB du continent) sont fortement dépendantes du pétrole (Nigeria, Angola et Algérie). Dans la zone CFA, en Afrique centrale, les États devront subir le même cycle dépressif qu'en 2015-2016. Ce qui renouvelle les craintes d'une dévaluation du franc CFA expérimentées au second semestre de 2016.

Renoncer aux discours néolibéraux des bailleurs de fonds

Cette période constitue peut-être une occasion inouïe pour le continent de renoncer aux discours néolibéraux des bailleurs de fonds qui nous ont conduits à négliger la construction d'États dignes de ce nom et celle de secteurs clés (santé, éducation...) dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et de leurs multiples avatars récents. Nos dirigeants devraient comprendre que le discours de leurs collègues occidentaux est – et a toujours été – à géométrie variable. Aujourd'hui, les gardiens intraitables de l'austérité se montrent soudain plus pragmatiques, loin de leurs propos habituels sur les urgences de « l'équilibre budgétaire » et de « la stabilité monétaire ».

Trouver une réponse structurelle aux défis du développement

Pour l'Afrique, le principal enseignement à moyen terme de la crise du coronavirus est celui-ci : le continent continuera d'être vulnérable aux chocs exogènes tant qu'il ne trouvera pas de réponse structurelle aux défis de son développement. Une chose est claire : la perpétuation d'une insertion primaire du continent au sein du commerce international, à savoir se limiter à exporter des matières premières vers le reste du monde et attendre passivement en retour des ressources financières volatiles qui alimentent les économies de rente, est proprement mortifère.

Transformer sur place les matières premières

L'urgence africaine, c'est la transformation sur place des matières premières qui seule est véritablement capable de créer de la valeur, des emplois, et de diversifier la base productive de l'économie.

C'est de cette manière que l'Afrique pourra enfin alimenter son futur marché intérieur de plus de 2 milliards d'habitants grâce à sa propre production et réduire sa vulnérabilité vis-à-vis du reste du monde.